



#StopCorporateImpunity

# Appel Ouvert pour la Semaine de Mobilisation pour mettre fin aux Violations des Droits Humains et à L'Impunité des Entreprises



Des mouvements sociaux réclament l'accès à la justice pour les victimes des violations des droits humains et des crimes écologiques perpétrés par les grandes entreprises !

Pendant la 26<sup>ème</sup> session du CDH de l'ONU 23-27 juin 2014 / Genève (Suisse),  
et diverses actions décentralisées dans le monde



En juin 2014,

## le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies (CDH)

examinera l'adoption d'une résolution visant à mettre en place des instruments légaux contraignants pour les sociétés transnationales (STN) quant à leurs obligations en matière de droits humains.

### Liste de signataires de la déclaration conjointe

Les organisations mentionnées dans les marges de ce tract de la semaine de mobilisation sont les signataires de la Déclaration de l'Alliance pour un Traité.

Accountability Counsel, USA  
Action Contre l'Impunité pour les Droits Humains (ACIDH)  
Actions pour les Droits, l'Environnement et la Vie, ADEV  
ADC Memorial, Russia  
ADHOC (Cambodia)

Afghanistan Watch  
Africa Europe Faith and Justice Network - AEFJN  
Africa Freedom of Information Centre

Africa Youth Coalition Against Hunger Sierra Leone

African Law Foundation (AFRILAW), Nigeria

African Resources Watch (AFREWATCH)

AGORA Espacio Civil, Paraguay

Al-Haq

Alternative ASEAN Network on Burma (Alt-SEAN Burma)

Alyansya Tigil Mina - Alliance Against Mining (Philippines)

Amigos da Terra Brasil / Friends of the Earth Brazil

Anti-POSCO People's Movement, India

APRODEH, Peru

Armanshahr/OPEN ASIA (Afghanistan)

Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD)

Associação Mama Mater/IBFAN, Portugal

Association For Women's Rights in Development (AWID)

Association of Religious Liberty & Languages of Sri Lanka

Vue la multiplication des cas de violation des droits humains par les STN, comme l'effondrement du Rana Plaza au Bangladesh en 2013, qui a causé la mort de 1132 ouvriers (majoritairement des femmes), le massacre de 34 mineurs à Marikana (Afrique du Sud) en 2012, les destructions répétées causées par Shell dans le pays Ogoni (Nigéria) et par Chevron dans la forêt amazonienne (Equateur), les violations des droits humains liées à l'exploitation de la mine de charbon de Cerrejon (Colombie) – ainsi que de multiples autres cas – le besoin d'une action radicale visant à contrôler les infractions dévastatrices des STN n'a jamais été aussi urgent.

Une coalition de mouvements sociaux, réseaux et organisations de la société civile organise une semaine entière de mobilisation afin d'inviter le CDH à soutenir un traité de ce type.

L'objectif de cette semaine de mobilisation est non seulement de faire pression sur le CDH pour que soient adoptées des normes contraignantes pour les STN mais aussi de dénoncer « l'Architecture de l'impunité » tant politique qu'économique qui protège depuis des dizaines d'années les agissements des STN au détriment des droits humains, à travers les Accords d'Investissement (et les tribunaux d'arbitrage comme celui de la Banque mondiale, le CIRDI), à travers l'OMC, et une longue histoire de programmes d'ajustements structurels imposés par le FMI et aujourd'hui repris en Europe à travers la Troïka parlementaire et le Pacte de Stabilité, ainsi qu'un certain nombre d'accords de libre-échange (ALE), certains bilatéraux (ALENA, ALE UE-Colombie, TAFTA, accord Trans-Pacifique, TISA avec l'Afrique du Sud...).

Devant la multiplication et l'aggravation des violations des droits de la personne et des atteintes à l'environnement commis par les STN, les communautés concernées et les mouvements sociaux demandent justice et exigent la fin définitive de l'impunité systématique qui prévaut pour les sociétés transnationales.

**Nous invitons ceux et celles qui sont intéressés à se joindre à nous à Genève (Suisse), du 23-27 juin 2014.**

# La semaine de mobilisation pour mettre fin aux violations des droits humains et à l'impunité des entreprises

se tiendra du 23 au 27 juin 2014 à Genève, pendant  
la dernière semaine de la 26<sup>ème</sup> session du CDH,  
au moment où le Conseil prendra position sur  
cette initiative.

Cette semaine d'actions représente un point de convergence  
important pour les mouvements sociaux et les organisations de  
la société civile, afin de travailler ensemble à un système plus  
perfectionné et plus efficace pour protéger les droits humains face  
aux violations des sociétés, plus particulièrement les droits des  
victimes de crimes environnementaux ou d'autres atteintes aux  
droits de la personne commis par les sociétés transnationales.

## Co-organisateurs

**International / Régional / Mouvements Nationaux, réseaux ou organisations à  
l'extérieur de la Suisse** Treaty Alliance, Campaign Dismantle Corporate Power and  
Stop Impunity, ESCR-net, Friends of the Earth International (FOEI), World March  
of Women, FIAN International, Transnational Institute, Franciscans International,  
Working Group on Investment in the Americas, Plataforma Interamericana  
de Derechos Humanos Democracia y Desarrollo (PIDHDD), Oidhaco (Oficina  
Internacional de Derechos Humanos – Acción Colombia), Social Movements for an  
Alternative Asia(SMAA), Comité pour l'Annulation du Tiers Monde (CADTM), ODG  
(Observatorio de la Deuda en la Globalización) Catalunya, OMAL (Observatorio  
de Multinacionales en América Latina), Ecologistas en Acción, Polaris Institute  
Canada, Institute for Policy Studies (IPS) – Global Economy Project, Alternative  
Information & Development Center (AIDC) South Africa, Col.lectiu RETS Catalunya,  
WoMin (Women in Mining) South Africa, Centre for Trade and Policy Development  
in Zambia, Tax Justice Network – Africa in Kenya, Jubilee South-Asia Pacific  
Movement on Debt and Development, Alyansa Tigil Mina (ATM) Philippines, SENTRO  
Trade Union Center Philippines, ATTAC Japan, Migrant Forum Asia, Transnational  
Migrant Platform, Platform of Filipino Migrants in Europe, Focus on the Global  
South, EU-ASEAN FTA Campaign Network, Corporate Europe Observatory (CEO),  
War on Want, Stop the Wall Campaign and Palestinian National Boycott, Divestment  
and Sanctions Committee (BNC), Réseau International des Droits Humains.

**Mouvements et organisations de Suisse** Comité du Forum Social Lémanique,  
ATTAC Switzerland, SolidaritéS, Coordination Climat Justice Sociale, CETIM,  
L'Autre Syndicat, UNITERR.

Centro de Investigación  
y Promoción Social  
(CIPROSOC)

Centro de Políticas  
Públicas y Derechos  
Humanos - Perú EQUIDAD

Centro de Promoción  
y Desarrollo Rural  
Amazónico - CEPODRA

Centro de Reflexión y  
Acción Laboral de Fomento  
Cultural y Educativo  
(CEREAL)

CERAI (Centro De Estudios  
Rurales Y De Agricultura  
Internacional)

CIDSE

Citizens' alliance for  
equitable and efficient  
development (creed)  
pakistan

Citizens for Justice-(CFJ),  
Malawi

Citizens Watch Russia

Clean Clothes Campaign

Coalición de  
Organizaciones Mexicanas  
por el Derecho  
al Agua (COMDA)

Col-lectiu RETS

Comisión Mexicana de  
Defensa y Promoción de  
los Derechos Humanos  
(CMDPDH)

Comision Nacional de  
Enlace (CNE)

Comite Nacional De Los  
63 Pueblos Indigenas.A.C.

Comité Permanente por la  
Defensa de los Derechos  
Humanos (CPDH),  
Colombie

Commission for the  
Disappeared and Victim of  
Violence (KontraS)

Commission Justice et Paix  
Belgique francophone

Committee for the Defence  
of Iranian People's Rights  
(CODIR)

Community Resource  
Centre (CRC), Thailand

Conectas Direitos Humanos

CONF.NAL.DE.UNIDAD.  
SIND.INDE. (C.O.N.U.S.I.)

Conseil Régionales  
des Organisations Non  
Gouvernementales de  
Développement en sigle  
CRONG KASAI ORIENTAL

Consultoría Especializada  
en Justiciabilidad de los  
DESC (CEJUDESC)



# Programme de la Semaine de Mobilisation

**Jeudi 19 juin**

12h00 – 14h00 - Événement parallèle **Palais des Nations – Salle XXV**

## **Pourquoi un traité sur les droits humains et les STN** Co-organisée

par : FIDH, FIAN, CIEL, IBFAN, Les Amis de la Terre International et Franciscans International. L'objectif de cet événement est de montrer pourquoi des normes contraignantes sont nécessaires, et pourquoi les recommandations basées sur le volontariat sont insuffisantes. Après présentation de plusieurs affaires, une analyse en sera faite, montrant leurs points communs qui justifient la création du GTCNL pour le traité.

**Contact: Ana Maria Suarez (Suarez-Franco@fian.org)**

**Lundi 23 juin**

9h00 – 18h00 **Maison des Associations – Salle Ghandi**

(15 Rue Savoises 1205 Genève)

## **Session du Tribunal Permanent des Peuples (TPP)**

La « Campagne pour le démantèlement du pouvoir des entreprises et la fin de leur impunité » (Global Campaign to Dismantle Corporate Power & Stop Impunity) travaille avec le Tribunal Permanent des Peuples (TPP) et diverses organisations et mouvements sociaux basés en Suisse pour organiser une session d'une journée du TPP visant à étudier les cas où des victimes de violations des droits humains perpétrées par les STN auraient eu un meilleur accès à la justice et à la réparation ou à la compensation si un traité international contraignant avait existé. Chevron en Amazonie équatorienne, Shell au Nigéria, Glencore dans divers pays (comme les Philippines, la Zambie, la République démocratique du Congo, Pérou et Colombie), Pacific Rim au Salvador, Lonmin en Afrique du Sud, Coca-cola en Colombie, Mekorot en Palestine et Hidralia au Guatemala feront partie des cas étudiés. Le TPP est l'une des rares institutions internationales où les communautés lésées peuvent présenter directement les affaires de violation des droits humains par des STN.

**Contact: Diana Aguiar (d.aguiar@tni.org)**

Cette session du TPP sera clôturée par le **lancement du Document de base du Traité des Peuples « Droits des Peuples et Obligations des STN » et de son processus de consultation mondiale** Organisé par « Campagne pour le démantèlement du pouvoir des entreprises ». - Cette session du TPP constitue une excellente occasion de lancer le document de base du Traité des Peuples "Droits des Peuples et Obligations des STN" et d'entamer de façon formelle le processus de consultation mondiale par les mouvements sociaux, les organisations populaires et les réseaux sociaux. Le Traité des Peuples est une alternative radicale qui vise, d'une part, à établir des mécanismes de contrôle pour stopper les violations des droits humains perpétrées par les STN et, d'autre part, à fournir un cadre à l'éducation populaire et à la construction d'alliances entre communautés et mouvements sociaux, de façon à ce que l'espace public soit restitué aux alternatives au régime des multinationales. Le Traité des Peuples, projet politique et réglementaire de justice communautaire, s'appuie sur des exemples concrets de résistance et d'alternatives au pouvoir des multinationales. Cette consultation mondiale a pour objectif d'enrichir et de consolider le Traité des Peuples, pour culminer avec une Assemblée des Peuples au dernier trimestre de 2015.

Contact: Gonzalo Berron ([gonzalo.berron@tni.org](mailto:gonzalo.berron@tni.org))

## Mardi 24 juin

9h00 – 17h00 **Maison des Associations**

### **Des systèmes alimentaires durables et respectueux de l'humain**

Réunion stratégique pour un groupe de participants prédéterminé. Un nombre limité de participants supplémentaires pourront participer, sur inscription préalable (avant le 17 juin). - Ce séminaire réunira des mouvements sociaux et d'autres acteurs emblématiques de la société civile pour analyser depuis différents points de vue (y compris ceux des paysans, des femmes et des travailleurs agricoles) les enjeux des droits humains dans le système actuel, dominé par l'agroalimentaire, et de définir une stratégie pour la mise en place de solutions respectueuses de l'humain et durables. Les 2 premiers jours seront consacrés à la façon dont les droits alimentaires et nutritionnels ainsi que les autres droits humains sont impactés aux différents stades de la chaîne de production. Le 3<sup>ème</sup> jour, l'accent sera mis sur les obligations extraterritoriales des Etats en ce qui concerne les STN du secteur de l'alimentation et la nutrition.

Contact et inscriptions: Rolf Künnemann ([kuennemann@fian.org](mailto:kuennemann@fian.org))

CorA Network for Corporate Accountability  
 Defenders of Human Rights Centre - DHRC (Iran)  
 Defensoría del Derecho a la Salud  
 Dejusticia  
 Democracy Center  
 DESCA Equipo Pueblo México  
 Development and Civilisations Lebreton-IRFED (DCLI)  
 Dhaatri Resource Centre for Women and Children, Visakhapatnam, Andhra Pradesh, India  
 Dignity International  
 DKA Austria – Hilfswerk der Katholischen Jungschlar, Austria  
 Due Process of Law Foundation  
 Earthsavers Movement  
 Ecologistas en Acción  
 EcoNexus  
 Económicos, Sociales y Culturales (Espacio DESC)  
 Egyptian Initiative for Personal Rights, entraide et fraternité  
 EOHR - Egyptian Organisation for Human Rights  
 Equitable Cambodia  
 Espacio de Coordinación de Organizaciones Civiles sobre Derechos  
 EU-ASEAN FTA Campaign Network  
 European Coalition for Corporate Justice (ECCJ)  
 European Network of Archbishop Oscar Romero Committees  
 Europe-Third World Centre (CETIM)  
 FEMNET - Feministische Perspektiven auf Politik, Wirtschaft & Gesellschaft  
 FIAN Austria  
 FIAN Belgium  
 FIAN International

FIAN Nepal

FIAN Sección México

FIAN Sweden

FIAN Switzerland for  
the Right to Adequate Food

Fiery Hearts Club,  
Uzbekistan/France

Finnish League for Human  
Rights

FOCO Foro Ciudadano de  
Participación por la Justicia  
y los Derechos Humanos

Focus on the Global South

FOE MAURITIUS

Food & Water Watch

Food Systems Integrity/  
Molly D. Anderson, P

Forum Menschenrechte,  
Germany

Foundation For The  
Conservation Of The Earth  
(FOCONE)

Franciscans International

Freedom from Debt Coalition-  
FDC, Philippines

Friends of the Earth  
International

Friends of the Earth US

Fundación Comunidad  
Esperanza y Justicia  
Internacional (FUNCEJI)

Gemeinschaft für  
Menschenrechte im  
Freistaat Sachsen (GMS)

Gidest - Mundo Construyendo  
Hábitat

Global Initiative for Economic,  
Social and Cultural Rights

Global Policy Forum

Global Rights: Partners for  
Justice, USA

Gong Gam Human Rights  
Law Foundation, South Korea

GoudEerlijk?

Green Advocates  
International

Groupe de Recherche et de  
Plaidoyer sur les Industries  
Extractives (GRPIE)

Gulf Civil Society Association  
Forum, Bahrein

Habi Center for  
Environmental Rights

Hadiza Mahaman/Centre  
Nigerien des Droits de  
l'Homme pour la Paix et le  
Developpement

Horizont3000 /  
Diego Santos-Santiago

11h00 - 12h30 **Le Club Suisse de la Presse (CSP)**

Contact: Laurent Gaberell ([contact@cetim.ch](mailto:contact@cetim.ch))  
et Richard Girard ([richard@polarisinstitute.org](mailto:richard@polarisinstitute.org))

**Conference de presse**  
(Route de Ferney, 106)

Événement parallèle - 12h00 - 14h00 **Palais des Nations - Salle XXIV**

## **Violations des droits humains et activités extractives**

Co-organisé par : FI, Fastenopfer, Tampakan Forum, CIDSE, MISEREOR  
(TBC) - Cet événement parallèle se penchera sur les violations majeures  
des droits humains en lien avec l'industrie extractive en Amérique latine  
et les pays asiatiques.

Contact: Budi Tjahjono ([b.tjahjono@fiop.org](mailto:b.tjahjono@fiop.org))

Manifestation parallèle - 14h00 - 16h00 **Palais des Nations - Salle XXIV**

## **Un traité contraignant pour les sociétés transnationales : garantir au plus vite le droit à la justice pour les victimes**

Organisé par « Campagne pour le démantèlement du pouvoir des  
entreprises ». - De nombreux membres de la Campagne ont soumis des  
communications écrites au CDH concernant des affaires emblématiques  
de violation des droits humains par des sociétés transnationales qui  
sont restées impunies (Chevron en Amazonie équatorienne, Shell au  
Nigéria, Glencore aux Philippines, Pacific Rim au Salvador), et où le droit  
à la justice a été bafoué. Ces communications insistent sur la nécessité  
de normes internationales contraignantes pour les STN, normes qui  
garantiront un meilleur droit à la justice pour les victimes. Au cours de  
cette manifestation parallèle, des représentants des victimes de violations  
de ce type présenteront leurs témoignages. En outre, la déclaration finale  
du Tribunal Permanent des  
Peuples sera présentée.

Contact: Diana Aguiar ([d.aguiar@tni.org](mailto:d.aguiar@tni.org))  
et Laurent ([contact@cetim.ch](mailto:contact@cetim.ch))

Événement ouvert au public - 20h00 **Maison des Associations**

## **Les pays du Sud témoignent contre l'impunité des transnationales**

Co-organisateur suisses - Au cours de cet événement  
ouvert au public, des victimes des sociétés transnationales, venues du Sud,  
apporteront leurs témoignages et échangeront avec le public.

Contact: Laurent ([contact@cetim.ch](mailto:contact@cetim.ch)), Olivier de Marcellus  
([elviejo@greenmail.ch](mailto:elviejo@greenmail.ch)) et Juan Tortosa ([juan.tortosa@sunrise.ch](mailto:juan.tortosa@sunrise.ch))

## Mercredi 25 juin

9h00 - 17h00 **Maison des Associations**

**Des systèmes alimentaires durables et respectueux de l'humain (jour 2)** Voir plus haut.

16h00, devant le **Palais des Nations – entrée sur la Place des Nations**

« **Contre les crimes et l'impunité des grandes sociétés** »,  
**Rassemblement et piquetage** Au moment où les délégués de l'ONU et les chargés de missions des différents pays quitteront le bâtiment des Nations Unies, les mouvements sociaux exprimeront le besoin de normes contraignantes pour les activités des sociétés transnationales, et exigeront la fin des violations systématiques des droits humains par celles-ci.

Contact: Olivier de Marcellus (elviejo@greenmail.ch)  
et Juan Tortosa (juan.tortosa@sunrise.ch)

18h00, au départ du **Palais des Nations**

**Manifestation contre l'impunité** Les mouvements sociaux se rendront au siège genevois de sociétés transnationales emblématiques, pour dénoncer leur rôle dans des cas de violations de droits humains qui sont restées impunies.

Contact: Olivier de Marcellus (elviejo@greenmail.ch)  
et Juan Tortosa (juan.tortosa@sunrise.ch)

## Jeudi 26 juin

9h00 – 12h00 **Maison des Associations**

**Des systèmes alimentaires durables et respectueux de l'humain (jour 3)** Voir plus haut.

Manifestation parallèle - 10h00-12h00 **Palais des Nations – Salle XXIV**

**Défense de l'environnement, défense des droits humains**

Organisée par Amis de la terre International - Pour dénoncer les violences faites aux défenseurs de l'environnement, selon l'expérience des Amis de la terre International.

Contact: Lucia Ortiz (lucia@natbrasil.org.br)

Housing International  
Coalition (HIC)

HRD-Pilipinas (Philippines)

Human Dignity

Human Rights Commission  
of Pakistan - HRCPC  
(Pakistan)

Human Rights Foundation  
of Aotearoa New Zealand

Human Rights Movement  
'Bir Duino – Kirgizstan'

Human Rights Online  
Philippines (Philippines)

IBFAN-GIFA

ILSA - Instituto

Latinoamericano para una  
Sociedad y un Derecho  
Alternativos

Inclusive Development  
International

Indian Social Action Forum  
- INSAF

Indigenous Peoples Links  
(PIPLinks), UK

Initiative bessere Zukunft/  
Bernhard Völk

INKOTA-netzwerk  
e.V.

INSTITUT  
PEREMPUAN

Institute for  
Agriculture and Trade  
Policy

Institute for  
Ecology and Action  
Anthropology (INFOE)

Instituto de Derechos  
Humanos Ignacio  
Ellauria (IDHIE)

Instituto Mexicano de  
Derechos Humanos y  
Democracia (IMDHD)

Instituto Mexicano  
para el Desarrollo  
Comunitario (IMDEC)

Interfaith Cooperation  
Forum

Internacional para el  
Hábitat (HIC AL)

International baby  
Food Action network

International Campaign  
for Tibet - ICT (Tibet)

International Children's  
Center

International Commission  
of Jurists

International Federation for  
Human Rights (FIDH)

International Indian Treaty  
Council – CITI

International Service for Human Rights

Jamaa Resource Initiatives

JASS (Just Associates) / JASS (Asociadas por lo Justo) - Mesoamerica

Justiça Global

JUSTICIA Asbl

Kampanya para sa Makataong Pamumuhay (KAMP) - Campaign for Life of Dignity for All-Philippines (Philippines)

Kazakhstan International Bureau for Human Rights and Rule of Law

Kenyan Human Rights Commission

Kerio Valley Community Organization (KVCO)

KILOS KA (Kilusang Maralita sa Kanayunan), The Philippines

Kirchliche Arbeitsstelle Südliches Afrika

Koalisi Rakyat untuk Hak atas Air (KRuHA) / people's coalition for the right to water

KontraS (Indonesia)

Korean House of International Solidarity (KHIS)

La Comisión Nacional de los Derechos Humanos

La Oficina Jurídica Para la Mujer de Cochabamba, Bolivia

LAHRA (Lanao Alliance of Human Rights Advocates, The Philippines)

Lao Movement for Human Rights - MLDH (Laos)

Lawyers without Borders

League for the Defence of Human Rights in Iran -LDDHI (Iran)

Legal Aid Society, Uzbekistan

Legal Resources Centre

Legrand Anthony

Liga lidských práv / League of Human Rights, Czech Republic

Liga Mexicana por la Defensa de los Derechos Humanos (LIMEDDH)

Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH)

## Vendredi 27 juin

(horaire et lieux à confirmer)

### Alliance pour le Traité : bilan et prochaines étapes

(horaire et lieux à confirmer)

### Campagne pour le démantèlement du pouvoir des entreprises : bilan et prochaines étapes

### Palais des Nations

### Suivi des débats et votes (retransmission vidéo)

## Permanent

Exposition de photos organisée par Amis de la terre International.

Retransmission vidéo : pour suivre les débats au sein du CDH.

19  
Thursday

Manifestation parallèle : Pourquoi un traité sur les droits humains et les STN

P

23  
Monday

Tribunal Permanent des Peuples. Lancement du Document de base du Traité des Peuples « Droits des Peuples et Obligations des STN » et de son processus de consultation mondiale.

24  
Tuesday

Des systèmes alimentaires durables et respectueux de l'humain

M

Manifestation parallèle : Un traité contraignant pour les STN : garantir au plus vite le droit à la justice pour les victimes.

P

Événement ouvert au public : Les pays du Sud témoignent contre l'impunité des STN.

M

25  
Wednesday

(sur inscription préalable auprès de FIAN)

Piquetage et manifestation contre l'impunité.

P

26  
Thursday

Manifestation parallèle : Défense de l'environnement, défense des droits humains

P

27  
Friday

Dernier jour de la session du CDH. Décisions sur le Trait.

M

Maison des Associations

P

Palais des Nations



# Déclaration conjointe

## Déclaration pour une Convention Internationale sur les entreprises transactionnelles et droits de l'homme

[www.treatymovement.com/sign-on](http://www.treatymovement.com/sign-on)

*Cette déclaration a été approuvée par une large alliance de réseaux internationaux, des organisations et des mouvements sociaux, énumérés ci-dessous.\* Elle représente l'expression collective d'une mobilisation croissante de la société civile mondiale et demande un renforcement des normes juridiques internationales face à des violations des droits humains perpétrées par les entreprises. Elle se félicite des récentes initiatives prises par les Etats au sein du Conseil des droits de l'homme pour développer un traité international sur des règles juridiquement contraignantes pour les sociétés transnationales en matière des droits de l'homme.*

Nous, les organisations soussignées,

Préoccupées par les abus et les violations persistantes des droits de l'homme qui se produisent partout dans le monde engageant directement ou indirectement la responsabilité des entreprises commerciales ;

Préoccupées également que de tels comportements abusifs ont souvent des répercussions disproportionnées sur les femmes, qui représentent la majorité des travailleurs dans les secteurs les plus vulnérables, les paysans, les peuples autochtones, les personnes vivant dans la pauvreté, les enfants, entre autres, et en particulier préoccupées par le fait que la justice est refusé à ceux qui subissent un préjudice,

Considérant le travail inestimable accompli par les défenseurs des droits de l'homme et les organisations, les syndicats, les défenseurs des droits des peuples autochtones et des femmes et d'autres qui défendent et protègent les droits de l'homme en face des violations impliquant des entreprises,



Cette déclaration a été originalement rédigée par les participants au premier Forum Annuel des peuples sur les droits de l'homme et les entreprises. Le Forum a été organisé conjointement par le Réseau-DESC et Forum-Asie du 5 au 7 Novembre à Bangkok, en Thaïlande.

Loyola Human Rights  
Advocacy Project

LuaLua Center for Human  
Rights (LCHR), Bahrein

Lumiere Synergie pour Le  
Développement  
Manitese

Mindanao Peoples' Peace  
Movement (MPPM), The  
Philippines

Mindanao Tripeople  
Women Resource Center  
(MTWRC), The Philippines

mines, minerals & PEOPLE  
MiningWatch, Canada

National Centre For  
Advocacy Studies, India

Network for Justice and  
Development, Sierra Leone

Network Social  
Responsibility

NGO Citizens' Watch

Nicaragua -United States  
Friendship Office

Norwegian People's Aid

O Movimento dos Atingidos  
por Barragens, Brazil

Observatorio Ciudadano,  
Chile

Observatorio de  
Multinationales en  
América Latina - Paz con  
Dignidad

Observatorio Sociolaboral  
y del Diálogo Social en el  
Ecuador ÓSLADE - Dick  
Sellán Bajaña - Director  
Ejecutivo

Odhikar (Bangladesh)

Oficina Regional para  
América Latina y el Caribe  
de la Coalición

OIDHACO - Oficina  
Internacional de Derechos  
Humanos - Acción  
Colombia - red de 35 Ongs  
europeas

PDHRE, People's Movement  
for Human Rights Learning

People's Health Movement

Philippine Alliance of  
Human Rights Advocates  
(PAHRA)

Philippine Human Rights  
Information Center  
(PHILRIGHTS)

Philippine Misereor  
Partnership Inc.

philippenbuero e.V.

PINK Armenia

Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (PIDHDD)

Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia y Desarrollo (PIDHDD)

POSCO Pratirodh Sangram Samiti (Anti-POSCO peoples movement), India

Positive Peace Group

Pradžių pradžia (Promotion, protection and support of breastfeeding), Lithuania

Project on Organizing, Development, Education, and Research (PODER), Mexico

PUMC-UNAM; Mexico

Radar-Colectivo de Estudios Críticos en Derecho

RAID, UK

REDES-Friends of the Earth Uruguay

Réseau national de défense des droits humains (RNDDH), Haïti

Rural Reconstruction Nepal

Russian Research Center for Human Rights

Sakum Teang Tnaut (STT)

Salam Bahrain for Human Rights

SAVEGREEKWATER Initiative for the non privatization of water in Greece

Servicio Internacional Cristiano de Solidaridad con los Pueblos de América Latina - SICSAL / Armando Márquez Ochoa

Share The World's Resources

Social Justice Connection

Social Justice Ireland

Social Research and Development Center

Society for Environmental Actions, Re-Construction & Humanitarian response (SEARCH)

SOMO

Sose Women's Issues

Stop the Wall Campaign (Palestinian grassroots Anti-Apartheid Wall Campaign)

SUMPAY Mindanao, Inc., The Philippines

Taiwan Association for Human Rights

Task Force Detainees of the Philippines - TFDP (Philippines)

**Préoccupées par l'incidence des attaques, le harcèlement, les restrictions, les intimidations et les représailles contre ces défenseurs des droits de l'homme,**

**Considérant les initiatives prises par certains États au sein et en dehors des organismes des Nations Unies des droits de l'homme ainsi que l'action et les travaux entrepris par des experts et les organes des Nations Unies pour assurer une meilleure protection des droits de l'homme dans le contexte des activités des entreprises transnationales,**

**Rappelant les obligations des États en vertu de traités internationaux et régionaux des droits humains et la nécessité de mettre en œuvre et compléter ces traités pour les rendre efficaces dans le cadre des activités commerciales transnationales.**

**Convaincues de la nécessité de renforcer le cadre juridique international, en incluant des recours, applicables à l'action de l'État de protéger les droits dans le contexte des opérations commerciales, et conscientes de l'urgente nécessité d'assurer l'accès à la justice et au recours et des réparations pour les victimes des violations des droits de l'homme commises par les entreprises,**

**1. Appelons les États à élaborer un traité international qui:**

- a) Affirme l'applicabilité des obligations en matière de droits de l'homme aux activités des sociétés transnationales et autres entreprises;**
- b) exige des États parties de surveiller et réglementer les activités des entreprises relevant de leur juridiction, y compris lorsqu'elles agissent en dehors de leur territoire**

national, en vue de prévenir l'apparition de violations des droits humains dans le cadre de ces opérations,

c) exige des États parties de prévoir une responsabilité juridique pour les entreprises pour les actes ou les omissions qui transgressent les droits de l'homme;

d) exige des États parties de garantir l'accès à un recours effectif par tout Etat intéressé, y compris l'accès à la justice pour les victimes étrangères qui ont subi un préjudice par les actes ou les omissions commis par une entreprise commerciale dans les situations où il ya des bases pour les États concernés d'exercer leurs obligations de protection territoriale ou extraterritoriale.

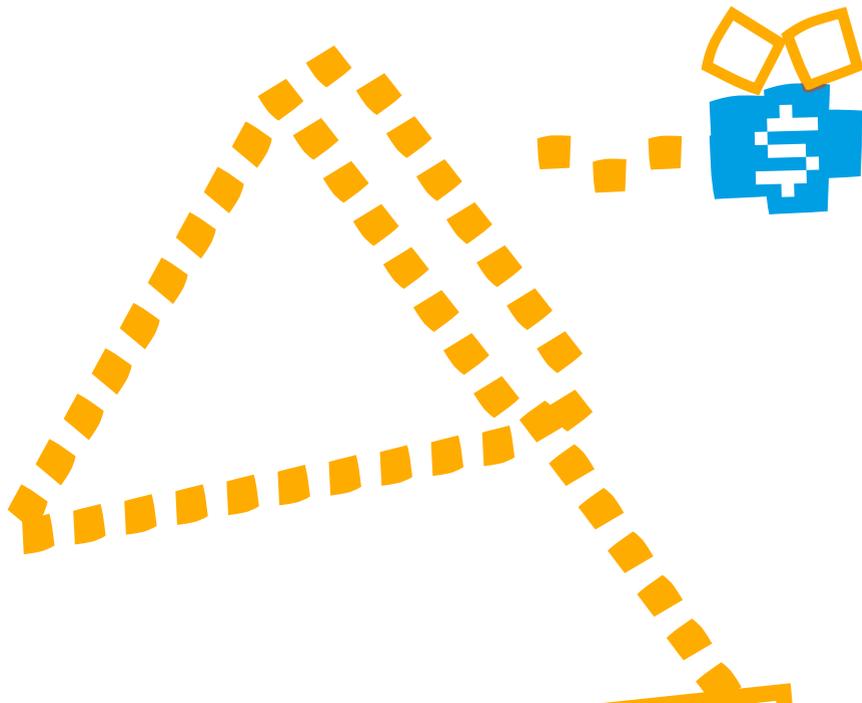
e) garantit un mécanisme de surveillance internationale et de responsabilisation.

f) prévoit la protection des victimes, des dénonciateurs et des défenseurs des droits de l'homme qui visent à prévenir, mettre au jour ou s'assurer de la responsabilité de l'entreprise en cas d'abus et garantit leur droit d'accès à l'information pertinent dans ce contexte

2. Appelons le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à prendre des mesures pour l'élaboration de ce traité, et, à cette fin, de créer un groupe à composition non limitée, avec un mandat de rédaction.

3. Appelons les organisations de la société civile à prendre sans délai des mesures pour la mise en place d'une initiative conjointe pour atteindre l'objectif d'un instrument juridiquement contraignant au sein de l'Organisation des Nations Unies.

Signez cette  
déclaration  
conjointe



**Mettons fin**  
**à l'impunité des**  
**entreprises!**



[www.TreatyMovement.com](http://www.TreatyMovement.com)  
[www.StopCorporateImpunity.org](http://www.StopCorporateImpunity.org)